Cahier de doléances du Tiers État de Thionville (Moselle)

Cahier des doléances de la ville de Thionville.

Un roi, père de son peuple, le plus grand des rois, parce qu'il est le meilleur, daigne assembler la nation pour la consulter ; il désire son bonheur et, pour le procurer, il entend que toutes les parties de l'administration soient perfectionnées et ordonnées avec sagesse. Il sait que ses intérêts et ceux de son peuple se confondent, qu'un roi de France ne doit pas régner sur des esclaves, mais sur des sujets fidèles, soumis aux lois, à la sanction desquelles ils ont concouru par un consentement libre.

Pleine de reconnaissance pour ces bontés paternelles, animée des sentiments de piété filiale, la ville de Thionville ose exposer avec respect, énoncer avec franchise les droits qu'elle tient de la nature et de la constitution, sans donner atteinte à la prérogative de son auguste monarque.

Qu'on sache que tout Français est toujours prêt de sacrifier sa vie et sa fortune pour son roi, pour la patrie, et qu'il n'excepte de ce sacrifice que l'honneur.

C'est d'après ces maximes que la ville de Thionville a calqué ses doléances et qu'elle attend avec confiance qu'il plaira à Sa Majesté de les agréer et d'y faire droit.

1° La ville de Thionville demande que les États généraux soient composés de députés du tiers état en nombre égal à ceux du clergé et de la noblesse réunis, et que les voix se comptent par tête et non par ordre : sans cette double condition, l'influence du tiers état deviendrait nulle.

2° Que les lois qui doivent nous gouverner et faire notre bonheur, soient proposées, discutées et approuvées dans cette assemblée nationale, qu'il plaira à Sa Majesté rendre périodique ; qu'aucun impôt ne pourra être levé qu'il ne soit accordé par les États généraux.

3° Qu'aucun impôt ne pourra être levé qu'il ne soit accordé par les États généraux.

4° Que, les citoyens devant supporter les charges de l'État en raison de la protection qu'ils en reçoivent, et cette protection étant proportionnée aux propriétés dont chacun jouit, tous, sans distinction d'ordre, contribuent également en raison de leur faculté aux dépenses et à toutes les charges quelconques de l'État sans aucune exception.

5° Qu'en conséquence de cette égalité dans la contribution, les impositions qui seront établies pour mettre la balance entre la recette et la dépense de l'État, portent indistinctement sur les citoyens de tous les ordres du royaume.

6° Que les fiefs étant dans leur origine des concessions gratuites, qui ne sont devenues héréditaires que par l'abus des circonstances et du temps, chaque homme libre pouvait se recommander pour un fief, même convertir en fief son alleu, il est conséquent que, tous les Français étant libres, le droit de franc fief soit supprimé.

7° Que la liberté individuelle de chaque citoyen soit également sous la protection de la loi ; qu'aucun ne puisse être emprisonné qu'en vertu de sentence du juge civil ; qu'ainsi les lettres de cachet soient supprimées.

8° Que, pour éclairer la religion du souverain et faciliter à la vérité l'accès du trône, la liberté de la presse soit accordée pour tous ouvrages signés de l'auteur.

9° Qu'il plaise à Sa Majesté accorder à la province des Trois-Évêchés et du Clermontois des États particuliers dans la forme de ceux accordés au Dauphiné. Toutes les parties qui composent cette province sont fondées dans cette juste réclamation, singulièrement la ville de Thionville, démembrée du duché de Luxembourg, qui tenait le premier rang dans les États de ce duché après la capitale ; ses privilèges lui ont été conservés par la capitulation du 8 août 1043, confirmés par des lettres patentes de Louis quatorze.

10° Que ces États provinciaux seront chargés spécialement de faire la répartition entre les districts des fonds qui seront accordés par les États généraux.

11° Qu'il sera établi dans la ville de Thionville une assemblée secondaire chargée de répartir les impositions qui formeront la cote de son district, d'en faire la levée et la perception à moindres frais possible, pour les verser directement dans la caisse qui sera indiquée.

12° Que Sa Majesté sera suppliée d'ériger le bailliage de Thionville, à lui joints ceux de Sarrelouis et de Longwy, au bailliage principal pour députer à la suite directement aux États généraux.

N. B. Thionville est le siège d'un district, d'une maîtrise des eaux et forêts et d'une recette où Sarrelouis et Longwy répondent.

13° Qu'il sera arrêté que les quatre députés qui formeront la députation du bailliage principal de Thionville, seront pris alternativement dans les sujets et les ordres des trois bailliages qui le composeront.

14° Qu'il plaise à Sa Majesté accorder à ses juges des gages proportionnés à l'importance de leurs fonctions et supprimer le centième denier.

15° Que, pour diminuer les appels, qui tirent les habitants des villes et des campagnes de leurs foyers pour aller suivre les audiences de la cour surchargées d'affaires de peu de conséquence, ce qui les dérange et cause souvent leur ruine, le bailliage de Thionville soit autorisé à juger souverainement jusqu'à la somme de 500 livres.

16° Que Sa Majesté sera suppliée de réprimer les abus de la jurisprudence civile actuelle, et notamment de celle criminelle, à l'effet d'accélérer la décision des procès et d'assurer aux citoyens leurs propriétés, leur vie, leur honneur.

17° Qu'il est indispensable de remédier aux abus qui naissent de la perception presque arbitraire du droit de contrôle, en faisant procéder à un nouveau tarif conçu en termes clairs, précis ; que de ces dispositions le rédacteur écarte toute idée fiscale pour n'avoir en vue que l'utilité publique, telle que de donner aux conventions plus d'authenticité sans en gêner la stipulation, de n'en point multiplier les droits arbitrairement, et lorsque les parties passent des actes qui n'ajoutent rien à leur propriété, tels que des échanges de but à but, ne les assujettir qu'au simple droit, et qu'il en soit de même à l'égard des retours ou mieux values, qui ne doivent être assujettis aux droits qu'en proportion de la somme qui en fait l'objet.

18° Que, pour faire cesser les justes plaintes des villes et des campagnes, les charges d'huissiers priseurs soient supprimées, et le droit de faire des prises et ventes de meubles rendu aux huissiers et sergents, comme ils l'avaient avant la création de ces nouvelles charges. Si tous les huissiers des juridictions ont intérêt à cette suppression, ceux de cette ville ont des droits particuliers à invoquer ; ils avaient obtenu la réunion à leur communauté des commissions de priseurs jurés, dont quatre d'entre eux avaient été pourvus ; ils ont payé à ces quatre huissiers une somme d'environ 4000 livres tant pour la finance, les provisions, que pour les frais d'un arrêt du conseil, et sans leur avoir remboursé cette somme, on les a dépouillés du droit qu'ils avaient acquis et payé. Ils réclament ce remboursement et attendent de l'équité de Sa Majesté quelle leur fera donner satisfaction.

19° Depuis la révocation de l'édit de 1765, les charges municipales de Thionville n'ayant pas été financées, sinon celles de procureur du roi syndic et de secrétaire greffier, les anciens magistrats n'ont pas été remplacés ; la plupart sont décédés ainsi que les notables. Il est donc nécessaire que la ville se pourvoie ; à cet effet elle supplie Sa Majesté de rétablir à son égard l'édit de 1765, qui sera exécuté selon sa forme et teneur ; que les charges financées soient remboursées et les titulaires rendus indemnes.

20° Thionville est une place frontière, une clef du royaume du côté des Pays-Bas autrichiens et de l'Allemagne, de sorte qu'il est de l'intérêt du roi et de la nation que ce boulevard ait des casernes suffisantes pour loger la garnison nécessaire à sa défense ; et comme elles sont insuffisantes, Sa Majesté sera suppliée de faire construire un pavillon vis-à-vis l'hôtel du gouverneur, parallèle au corps des casernes des Augustins, et deux corps de casernes au Fort pour la cavalerie le long du canal dans le voisinage du manège et des

nouveaux magasins des fourrages. Ces constructions sont absolument nécessaires pour le bien de la place et du service.

21° A défaut de pavillon, les officiers de la garnison de Thionville occupent des logements en ville. Ce sont les bourgeois seuls qui fournissent et les chambres, les lits garnis, le linge, et les ustensiles prescrits par l'ordonnance ; les ecclésiastiques, les nobles et les privilégiés ne contribuent pas à cette charge, qui pèse uniquement sur la classe des habitants les moins aisés et qui les accable. Pour faire cesser cette contribution exclusive évidemment injuste, il faut ou que les officiers payent eux-mêmes leur logement, ainsi qu'il se pratique dans les villes de Sarrelouis, Longwy et de la Flandre, ou que le prix de ces logements soit acquitté par tous les ordres de la province ; en un mot, que cet objet fasse partie des impositions des Évêchés et que nos seigneurs des États généraux prennent cet objet en considération lors de la répartition générale des impositions.

22° Un objet non moins important intéresse la ville de Thionville. Elle paye en argent les logements des officiers supérieurs des régiments, les ustensiles du gouverneur, qui ne réside pas dans la place, et du lieutenant de roi, les logements des major, aides-majors de la place, des officiers d'artillerie et du génie, même de trois chefs, dont l'un du génie et deux d'artillerie, qui n'ont pas leur résidence en cette ville, ceux des commissaires des guerres, gardes de magasins, gardes de mines, etc. ; cette dépense s'élève annuellement au delà de 7000 livres. D'un autre côté la ville est chargée de la fourniture des ustensiles des casernes, de leur entretien, de celui des fenêtres des corps de garde de l'intérieur de la place, des premiers ponts-levis, des deux ponts dormants aux portes de Metz et de Luxembourg, etc.

Ses revenus patrimoniaux suffisent à peine pour faire face aux dernières dépenses et à celles ordinaires, de sorte que pour se procurer l'excédent de 7000 livres destinées aux logements et ustensiles, la ville a été nécessitée de recourir à des octrois qui, dans un lieu circonscrit et resserré par des fortifications, consistent nullement dans des droits d'entrée sur des objets de première nécessité : ce qui d'un côté excite les plaintes des citoyens et de la garnison, et de l'autre donne atteinte au peu de commerce qui est dans Thionville. Ces faits sont de notoriété publique et attestés par les comptes de la ville.

Ainsi elle attend de la bonté paternelle et de la justice de Sa Majesté qu'elle l'affranchira du paiement de ces logements et de ces ustensiles, sauf à augmenter le traitement des officiers, ou qu'elle ordonnera que cet objet fera partie des impositions de la province. Par ce tempérament équitable, les citoyens et la garnison seront soulagés et exempts des droits onéreux et préjudiciables d'entrée sur les denrées de premier besoin.

23° Avant la paix de 1762, les maîtres des corps d'arts et métiers de Thionville jouissaient du droit exclusif d'exercer leur profession ; les ouvriers de la garnison étaient compris dans cette exclusion ; il n'y avait pas de magasins dans les régiments, point d'ateliers d'aucune espèce dans les casernes ; les marchands et les artisans de Thionville vendaient à la garnison, travaillaient pour elle exclusivement, comme pour les bourgeois. Par ce moyen les pères de famille élevaient leurs enfants dans une certaine aisance, leur transmettaient leurs talents et leur industrie et en faisaient des citoyens utiles ; l'État y gagnait, et le service du roi n'en souffrait pas ; la concurrence fixait le prix des marchandises et des ouvrages à leur juste valeur, et la qualité par cette raison en était bonne.

La guerre se déclarait-elle ? des maîtres et des élèves habiles dans leurs arts se présentaient en foule pour suivre les régiments à l'armée. Mais depuis l'établissement des magasins et des ouvriers de tous métiers dans les troupes, les maîtres établis dans les villes de guerre, privés de leur principale ressource, languissent faute d'ouvrage, ne sont plus en état d'acquitter les subsides, d'élever une nombreuse famille, et le mal ne faisant qu'empirer, ces villes se dépeupleraient insensiblement, si Sa Majesté n'y remédiait.

Ces considérations puissantes sont bien faites pour toucher son cœur bienfaisant et la déterminer à tendre une main secourable à une portion de ses sujets industriels, sans compromettre en rien le bien du service militaire. Aussi la ville de Thionville, en vous présentant leurs doléances, attend de votre justice bienfaisante la suppression des magasins et des ouvriers établis dans vos régiments, le rétablissement des choses sur l'ancien pied, et qu'il sera fait défense aux ouvriers servant dans vos troupes de travailler ailleurs que chez les maîtres jurés des villes.

24° Des marchands et des artisans n'ont souvent pour toute fortune que leur petit commerce et leur profession : c'est la seule richesse qu'ils transmettent à leurs veuves et l'unique ressource de celles-ci pour élever leurs familles : il est donc intéressant que ces veuves et leurs enfants aient la faculté d'exercer les professions de leurs maris et de leurs pères sans acquitter de nouveaux droits de réception. Ils jouissaient de cet avantage avant l'édit du mois de juillet 1780, qui les en a privés. Ainsi Sa Majesté sera suppliée de déroger en ce point à cet édit.

25° La ville demande la suppression du vingtième de l'industrie à l'instar des campagnes, qui ont obtenu cette justice.

26° Que la chambre syndicale soit supprimée, et la liberté rendue aux bourgeois et à la garnison de se pourvoir au poids de la ville des comestibles que les forains y déposeront, ainsi et de même qu'il se pratiquait avant l'édit de 1780.

27° Que Thionville et son ressort sont propres à l'établissement des fabriques de cuirs, de draps communs et de toiles.

Ces fabriques, pour prospérer, ne demandent que des encouragements : un des plus efficaces serait d'autoriser le prêt à intérêt sur simples obligations au taux du royaume. Par ce moyen tous les fonds morts rentreraient dans la circulation ; l'usure, qui fait de jour en jour tant de progrès, qui désole singulièrement les campagnes, ruine les cultivateurs, rentrerait dans le néant, et tant de citoyens et surtout les gens de campagne ne seraient plus les victimes malheureuses des astuces des juifs, qui se multiplient trop dans ce ressort et s'élèvent sur la ruine des cultivateurs et des artistes.

Le prêt à intérêt est autorisé en Lorraine, où il produit de bons effets. Les habitants de cette province sont nos voisins ; il est même des villages, tels que Fameck, Budange et Rénange, qui sont mi-partis luxembourgeois français et lorrains ; plusieurs paroisses sont composées de villages de l'une et l'autre province.

D'un autre côté l'argent est le signe des valeurs ; il représente conséquemment tous les biens. Le loyer de ceux-ci produit des fruits ; pourquoi le loyer de l'argent serait-il nul ?

Au contraire il ne ferait que mieux sa fonction de signe en produisant des intérêts ; les progrès du commerce et de l'agriculture et l'extirpation de l'usure le demandent.

Sa Majesté sera donc suppliée d'accorder, pour l'encouragement des fabriques, de l'agriculture et pour le bien des sujets, une loi qui autorise le prêt à intérêt sur simple obligation.

28° D'après les lois du duché de Luxembourg, dont l'usage a été conservé à Thionville, les juifs sont exclus de la province. Un seul ménage avait été par tolérance établi à Thionville. On a surpris de la religion de Votre Majesté rétablissement en cette ville d'un second ménage de cette nation. Les officiers municipaux ont protesté contre cet établissement, et en suppliant Sa Majesté de maintenir la ville dans ses franchises et privilèges, elle ose demander qu'il n'y ait qu'un ménage de la nation juive à Thionville, et que la permission accordée à Mayer Lévy de s'y établir soit révoquée.

29° Les dîmes en France dès leur origine ont été destinées à l'entretien des ministres des autels et spécialement à la reconstruction des églises de paroisses. Dans le duché de Luxembourg, les gros décimateurs ont été de tout temps chargés de cette reconstruction et le sont encore. Thionville a droit de jouir du même privilège et en a joui jusqu'en 1738, où ledit du mois de mai de cette année l'en a dépouillé, ainsi que toutes les autres communautés du ressort du parlement de Metz. Comme cet édit porte atteinte à ses privilèges, la ville demande que la disposition de cette loi qui a pour objet cette charge, soit abrogée, et qu'il soit ordonné que la reconstruction des églises paroissiales soit remise indéfiniment à la charge des décimateurs, sans avoir égard aux transactions ou autres arrangements pris par des communautés d'habitants avec les décimateurs, qui seront déclarés nuls et de nul effet.

30° Toute la France s'élève de concert contre la gabelle, la régie générale et les droits unis. Sa Majesté elle-même, touchée des inconvénients de ces impositions, en désire la suppression. Thionville a des privilèges à réclamer qui lui ont été assurés par la capitulation du 8 août 1643 et par des lettres patentes du souverain. Elle a joui, longtemps après la conquête, de ses privilèges : quatre seigneuries de son ressort, Rodemack, Roussy, Puttelange et Preisehe, en jouissent encore ; la Flandre française, détachée de la souveraineté des rois d'Espagne comme Thionville, en jouit aussi. La ville de Thionville pourrait donc borner ses doléances à ce sujet à solliciter de la justice du souverain d'être rétablie dans ses anciens droits ; mais elle demande la suppression générale de la gabelle, de la régie des cuirs et des droits unis. Tous les Français sont frères et ne forment qu'une famille ; ils doivent être disposés à supporter également le poids de l'impôt qui sera établi pour suppléer à ces impositions ruineuses, dont toute la France demande la suppression.

31° L'expérience a prouvé que les édits des années 1768 et 1769 concernant les clôtures, la suppression du

droit de parcours et le partage des ¹ communes, ont nui sensiblement par leur exécution à l'abondance du bétail et, par une suite nécessaire, à l'agriculture à cause de la disette de l'engrais, sans lequel les terres mêmes dans ce ressort rendent peu ; le renchérissement des viandes, cuirs, peaux, suif, beurre, laine, etc., qui tiennent de si près aux besoins de l'homme, a été l'effet de la même cause. Aussi la coutume de cette ville aurait prévu ces inconvénients en déclarant, article 1^{er} du titre 18, que l'un des principaux moyens de l'entretien des habitants du pays est la nourriture de toutes sortes de bétail par le moyen des vains pâturages, usages, parcours, etc. Par conséquent il est du bien public que ces édits soient révoqués et les choses remises sur l'ancien pied.

Il serait même à souhaiter qu'on accordât des primes d'encouragement aux cultivateurs qui laboureraient leurs terres avec des bœufs : ce serait le moyen d'en rendre l'espèce commune dans le ressort et d'envoyer moins d'argent à l'étranger pour l'approvisionnement des viandes qui sont rares ; et une des premières causes de cette rareté est l'exécution des deux édits dont la ville demande la suppression.

32° Pour faciliter aux bouchers de cette ville les moyens de faire les approvisionnements nécessaires pour les bourgeois et la garnison, Thionville demande qu'il plaise à Sa Majesté défendre aux bouchers forains, et singulièrement aux juifs, de faire le commerce de veaux à une lieue de l'arrondissement de la ville, ce commerce nuisant sensiblement à ces approvisionnements, surtout celui des juifs qui achètent des veaux de l'âge de huit jours et au-dessous, tandis qu'il serait du bien public qu'il n'y en ait point de vendus qu'à l'âge d'un mois.

33° La ville demande que Sa Majesté se fasse rendre compte des revenus des biens des maisons religieuses supprimées, comme aussi de la vente des meubles et immeubles des corps d'arts et métiers supprimés par l'édit de juillet 1780, qui étaient en caisse lors de cette suppression, et que la vente des immeubles de ces maisons supprimées soit ordonnée.

34° Que les abus, qui naissent de la faculté accordée aux salpêtriers de fouiller dans les étables et écuries des villes et villages, soient réprimés ; qu'à cet effet ils ne puissent faire de telles opérations que de concert avec les municipalités et après avoir obtenu leur consentement.

35° Que l'entretien des chaussées devant être à la charge de tous les ordres indistinctement, il paraît équitable, vu la quantité de rouliers publics dont la province des Évêchés est couverte, que cet effet de dépense entre en considération lors de la répartition à faire par les États généraux de la généralité des impositions.

36° Que les entrepreneurs des messageries, exigeant des permissions des personnes qui se servent de voitures étrangères pour se rendre dans les villes de cette province, ont rendu la communication difficile et très coûteuse : ce qui est contraire à l'intérêt public comme à celui des particuliers. Pour faire cesser cet abus, la ville demande la suppression de ces permissions.

37° Elle demande également la suppression des moulins et pressoirs banaux comme contraires au bien public, à charge de l'indemnité envers les seigneurs propriétaires.

38° Que les vétérans et invalides exerçant commerce ou profession, ou possédant des biens-fonds, soient assujettis comme les autres citoyens à toutes les charges.

39° Que l'exportation des grains à l'étranger soit suspendue, lorsque le froment se portera au-dessus de 7 livres 10 sols le quintal.

40° Qu'il plaise à Sa Majesté défendre l'exportation à l'étranger des bois de la Lorraine.

41° Qu'il soit libre aux communautés régulières et séculières d'exploiter leurs futaies, sans obtenir à cet effet un arrêt du conseil, d'après le martelage, qui fixera la réserve d'après le règlement général de Sa Majesté.

42° Que les quarts de réserve seront fléchis à l'âge de trente ans, et que Sa Majesté sera suppliée de fixer les réserves par un règlement général, excepté dans des besoins urgents, et pour ne point forcer les dites ventes, ordonner que par les officiers des maîtrises il sera dressé un rôle et répartition des dits quarts de réserve en trente parties autant égales que faire se pourra, et à portée des différentes communautés, en commençant par les quarts de réserve les plus anciens.

43° Ordonner que toutes les places vaines et vagues, qui ne sont propres à la culture d'aucune espèce de

1 terres

grains ou nécessaires à la pâture, seront ensemencées en glands et fâines ou autres espèces de bois ou plantes, sur les indications qui en seront données sans frais par les officiers des maîtrises.

44° Qu'attendu la multiplicité des forges répandues dans ce pays, qu'il soit défendu aux maîtres des dites forges de convertir en charbon des bois au-dessus² de deux pouces de diamètre.

45° Ordonner que les communautés seront tenues de salarier leurs gardes de bois, qui demeureront responsables des dits délits qui s'y commettent et, pour cet effet, seront tenus de donner caution, ainsi qu'il se pratique pour les gardes des bois du roi.

46° Que, le ruisseau de la Fentche se déchargeant dans la Moselle en passant par les fortifications, ses eaux bourbeuses, causées par le lavage de la mine de la forge d'Hayange, corrompent celles de la Moselle dans l'endroit où les bourgeois et la garnison vont puiser : ce qui est insalubre et malsain, suivant qu'il a été reconnu par les chirurgiens-majors.

D'ailleurs ces eaux bourbeuses nuisent aux fabriques de cuirs répandues sur ce ruisseau, font périr les bestiaux et en empêchent la production. Pour remédier à ces inconvénients essentiels, la ville demande qu'il plaise à Sa Majesté d'ordonner que le propriétaire de la forge d'Hayange soit tenu de creuser un bassin suffisant pour y recevoir les eaux qui lavent la mine, afin qu'elles y déposent les parties terreuses et ferrugineuses et puissent se rendre dans le ruisseau claires et limpides.

47° Qu'il soit ordonné que la ville ne mettra plus dorénavant d'octrois sur les entrées des pieds fourchus, et que Sa Majesté sera suppliée de supprimer ses droits sur cette partie, vu la cherté des bestiaux.

Fait et parachevé à l'hôtel de ville de Thionville le 9 mars 1789.

2 au-dessous